

# **Appel au rassemblement devant les mairies contre la loi travail**

## **Casseroles, pique-nique, information, débat :**

### **appel à la mobilisation locale**

Depuis trois semaines, les assemblées d'habitants des quartiers de Belleville et de Ménilmontant se rassemblent **tous les vendredis à 19h30 devant la mairie du 20ème arrondissement**, contre la loi Travail et son monde.

**Nous appelons, partout en France, à faire de même et à se rassembler devant les mairies de nos villes, de nos villages et de nos quartiers.** Faisons-nous entendre, exprimons notre opposition à la loi Travail et au monde de méfiance, de peur, d'égoïsme et de concurrence qu'elle représente. Nous revendiquons l'exact contraire : la solidarité, l'altruisme, la confiance en les autres et en nous-mêmes !

Avec des **casseroles** pour faire entendre notre colère, avec des **victuailles** pour faire vivre la solidarité, avec de **l'information** à partager, avec notre **envie** de discuter, continuons la lutte dans nos quartiers ! Rassemblons-nous !

**Pourquoi devant les mairies ? Pourquoi, en effet, ne pas appeler à se rassembler devant le ministère du Travail, devant l'Assemblée Nationale ou même devant l'Elysée ?**

1. Tout d'abord, ces hauts lieux de pouvoir ne se trouvent qu'à Paris. Rien ne justifie que le mouvement reste cantonné aux quartiers centraux de la capitale, sous prétexte que le pouvoir est hypercentralisé ! Cette lutte concerne tout le pays. Or, **des mairies, il y en a partout**. On peut même militer devant une autre mairie que la sienne, quand on n'est pas sur son lieu de vie (même en vacances, on peut être mobilisé.e !)

2. Les mairies sont généralement situées dans des lieux de passage, tout le monde sait où se trouve sa mairie. C'est **un lieu facile à atteindre**, contrairement aux lieux du pouvoir central, qui sont presque impossibles à approcher, tant ils sont surveillés et protégés.

3. La mairie, c'est **l'échelon le plus local de nos institutions**. C'est aussi le seul échelon institutionnel où, de rares fois, nous arrivons à nous faire entendre. Il arrive que des citoyen-ne-s de bonne foi parviennent à intégrer un conseil municipal et à peser sur ses décisions. Quand cela est-il arrivé pour la dernière fois dans un ministère, ou même à l'échelle des départements et des régions ?

4. Nous ne voulons plus de ce pouvoir autoritaire et centralisé, autoritaire parce que centralisé, qui, loin de nous unir, nous morcelle et nous divise en mettant face à lui toutes nos luttes en concurrence, condamnées à la cacophonie. Notre initiative s'inscrit dans une perspective de **relocalisation de l'action politique**, sans quoi aucune **démocratie directe** n'est possible.

5. Nous voulons **résister à l'éloignement toujours croissant des lieux de décision**. De même que de nombreuses décisions nationales sont prises au niveau européen, les compétences des départements sont progressivement confiées aux régions, les prérogatives des collectivités territoriales sont cédées à l'Etat central, et les communes sont regroupées dans des communautés d'agglomération, où sont prises toutes les décisions importantes.

6. Enfin, nous voulons, tout simplement, **vivre dans nos quartiers**, connaître nos voisin.e.s, raviver l'esprit de solidarité qui nous anime.

L'important, c'est que **dans toute la France, nous nous soulevions**, là où nous vivons, là où nous travaillons, là où nous pouvons nous organiser ensemble. Ne nous laissons pas monter la tête par les visions déformées et lointaines que nous présentent les médias de masse.

Allons tou-te-s **devant nos mairies**, et **faisons du bruit** ! Parlons aux passants, parlons à ceux qui nous regardent, débattons, pour qu'ils nous rejoignent ! Montrons qu'il y a une vie politique dans ce pays, bien au-delà du spectacle qui est donné dans les médias.